

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Amarre 11 septembre 2023 - 1 €

N° 48

Maroc

Un tremblement de terre d'une magnitude 7, le plus important depuis qu'il y a des sismographes dans cette région, a provoqué, dans la nuit du 8 au 9 septembre, des dégâts considérables dans le centre du pays (provinces d'Al Haouz, de Taroudant, de Chichaoua, de Ouarzazate...) Des répliques sont attendues durant plusieurs jours ou semaines. On estime le nombre de morts entre 2000 et 5 000. Certains villages isolés en montagne ont été complètement détruits, avec parfois 60 morts pour une population de 100 habitants ! L'habitat ancien et certains monuments historiques en pisé ont mal résisté. Mais les infrastructures modernes de Marrakech ont été tellement bien épargnées, grâce au respect des normes antisismiques, que les agences de voyages ont décidé de maintenir autant que possible le flot des vacanciers de ce début septembre. On n'a en effet jamais eu plus besoin d'argent !

Parmi les premiers messages de soutien, on aura noté celui du président Poutine ! Autre curiosité diplomatique, l'Algérie a émis un communiqué évoquant les malheurs du « *peuple frère* », qui laisse espérer une baisse de tension entre les deux pays, si du moins le Maroc acceptait l'aide algérienne proposée, alors que l'Algérie avait décliné l'offre marocaine lors des terribles incendies qu'elle a connus fin juillet. Mais



c'est l'aide du Qatar qui est arrivée la première avec un pont aérien. Les ONG occidentales doivent attendre que les autorités marocaines leur affectent un secteur. Il faut éviter un engorgement des secours comme cela est déjà arrivé dans certains pays meurtris. La Grande-Bretagne, l'Espagne et les Émirats arabes unis ont ensuite pu envoyer leurs missions d'aide. Le

Maroc, quadrillé par sa gendarmerie royale, est tout sauf un État désorganisé. Mais les distances sont longues et parfois difficiles à franchir et la recherche des cadavres risque de demander des engins de terrassement qui sont mal répartis dans le pays.

Ensuite, il faudra reconstruire, en changeant peut-être des modes de construction traditionnels. Des sites

SOMMAIRE

P. 1 : Maroc ; P. 2 : Inde.
P. 3 : Lectures. P. 4 : Autos. – Poulets. P. 5 : Rugby.
– Sénatoriales. P. 6 : Prix
P. 7 : Budget de l'Agriculture. – Cinema : Yannick. –
Théâtre : Dernières notes.
P. 8 : Le retour du reliquaire de Tortebeuse.

■ **États-Unis :** 1 100 personnes avaient été arrêtées après l'invasion du Capitole à Washington le 6 janvier 2021 par des partisans du président Trump. La plupart avaient été reconnues coupables en mai dernier et plus de la moitié ont été condamnées à des peines de prison ferme. Le 5 septembre le juge Timothy Kelly a décidé des peines pour les principaux organisateurs du complot. Enrique Tarrio, fondateurs des « Proud Boys », considéré comme le général en chef, bien qu'absent de Washington le jour des faits, a été condamné à 22 ans de prison. Le procureur avait demandé une peine de 33 ans. Stewart Rhodes, fondateur des « Oath Keepers » a été condamné à 18 ans. Leurs principaux adjoints ont reçu des peines supérieures à 10 ans.

■ **Grande-Bretagne :** La métropole de Birmingham (plus d'un million d'administrés), en cessation de paiements, s'est mise sous la protection de « la section 114 » qui lui permet de ne payer que les dépenses courantes obligatoires. Les dérives de la mise en place d'un nouveau système de planification des ressources (« ERP ») développé par la société américaine Oracle ont achevé de ruiner la ville dirigée par le maire travailliste John Cotton. Les prochaines élections municipales sont prévues en mai 2026. Plusieurs centaines d'établissements scolaires ou hospitaliers et d'autres bâtiments administratifs, construits à travers toute la Grande-Bretagne entre les années cinquante et quatre-vingt-dix, ont un problème avec un béton poreux qui s'effrite et fait craindre des effondrements.

entiers risquent d'y perdre leur âme. Cela prendra de longues années. Il y aura forcément des scandales de malfaçon, de corruption. Des populations, qui vivaient plus ou moins en autarcie, vont devoir être assistées beaucoup plus. L'exode rural risque de s'accélérer. C'est un risque politique pour un pays dont la figure tutélaire, le roi Mohammed VI, est relativement absente de la scène politique. On le dit très malade. Les islamistes en profiteront-ils sur le mode de la « vengeance divine » pour reprendre les positions que le Palais royal a su leur disputer habilement ces dernières années ? Plus que jamais, la capacité des clans, au sein des institutions, à modérer leurs prétentions respectives et à faire preuve de leur sens de l'État va être mise à l'épreuve.

Sylvie Fernoy

Inde

Contre toute attente, le sommet des vingt économies les plus avancées s'est terminé le 9 septembre à New Delhi par l'adoption par consensus d'une déclaration commune.

Exploit diplomatique dont seule l'Inde a le secret, le texte de 83 paragraphes et de 37 pages n'a pas nécessité moins de 200 heures de dures négociations, selon le « sherpa » indien. Le terme de « sherpa » pour désigner le représentant personnel de chaque chef d'État ou de gouvernement est déjà emprunté aux aides népalais des alpinistes de l'Himalaya. L'Indien s'appelle Amitabh Kant. L'esprit de l'auteur du « Trai-

té de paix perpétuelle » n'était pourtant pas loin. Les participants du sommet furent aussi conduits par le Premier ministre Narendra Modi au mémorial du Mahatma Gandhi, bien que Modi ne soit pas son disciple mais son parti plutôt un opposant, son esprit ne cesse de se réincarner.

Il fallait bien de la patience et de l'habileté pour proposer « guerre en Ukraine » au lieu de « guerre contre l'Ukraine » ! Il fallait de la volonté pour ne pas inviter Zelensky au risque de faire dérailler la réunion. La sauvegarde d'un espace international commun l'a emporté sur toute autre considération. Le thème proposé pour la présidence indienne était « une terre, une famille, un avenir » tiré du sanscrit de l'Upanishad. La « famille » des Nations unies a beau être « dysfonctionnelle », comme le déclara à New Delhi le secrétaire général Antonio Guterres, elle doit rester une famille. Le pire aurait été la conclusion de cette réunion au sommet sans déclaration finale. Sans doute était-ce le vœu caché de Xi Jinping et de Poutine.

L'unité a été maintenue. À quel prix ? Les soutiens de l'Ukraine ont accepté des concessions inadmissibles pour Kyiv. Ils ont lâché sur ce point pour sauver le consensus, avec pour certains le sentiment que la situation ukrainienne est en train de changer, que la pression en faveur d'une cessation des hostilités sinon d'une paix durable monte un peu partout, y compris aux États-Unis. Biden était nettement à la manœuvre à New Delhi sans personne à son niveau et en communion avec Modi. Le Premier ministre

britannique Rishi Sunak, effectuait sa première visite officielle dans son pays d'origine, accompagné de son épouse, la fille d'un des principaux millionnaires indiens. Pour eux, il n'était pas question de décevoir les Indiens. (Sunak est de confession hindoue).

De leur flexibilité, les membres du G 20 attendent de Moscou un geste en retour : la reprise des exportations de céréales à travers la mer Noire. Erdogan qui avait rencontré Poutine à Sochi avant le sommet est sur le coup.

Quelques Européens ne manqueront pas de protester. Seuls trois États membres de l'UE sont membres du G 20 : Allemagne, Italie et France. L'Espagne est observateur permanent. Mais l'appartenance au G 20 de l'Union européenne en tant que telle implique d'office les 24 autres membres ! On imagine la réaction polonaise ou roumaine. Comment comprendraient-ils que Bruxelles fasse passer le vaste monde avant l'Europe, le lointain avant le prochain ?

Le sommet de New Delhi a intégré comme membre permanent l'Union africaine. Un seul État africain était membre, l'Afrique du Sud. Un autre est candidat, la Nigeria. Si l'on fait le total des 27 de l'UE et des 55 africains, ce n'est plus le G 20 ou 21, mais bien un G 97 ! Mais quel crédit accorder à la présidence (annuelle) et au secrétariat d'Addis-Abeba pour prendre des résolutions communes ? L'UA n'a jamais atteint le degré d'intégration de l'UE. Le geste n'en est pas moins symbolique.

Dominique Decherf

Le British Museum estime que quelque 2 000 œuvres ont disparu de ses réserves à des périodes encore indéterminées.

Les Rolling Stone, Ron Wood, 76 ans, Keith Richards, 79 ans et Mick Jagger, 80 ans, ont dévoilé le 6 septembre le single (Angry) et son clip, de leur nouvel album (Hackney Diamonds) qui sortira le 20 octobre avec 12 chansons originales, prélude à une probable tournée internationale.

■ **Inondations :** Après l'Espagne, ce sont la Grèce, la Turquie et la Bulgarie qui ont connu des inondations dues à des pluies diluviennes la semaine dernière. Il y a eu plusieurs morts dans chacun de ces pays.

■ **Espace :** Le Japon a envoyé, le 7 septembre, un module qui doit alunir dans 4 à 6 mois.

■ **Italie/Chine :** Le bilan des accords avec la Chine dans le cadre des « routes de la soie » est, selon le ministre des Affaires étrangères Antonio Tajani, trop déséquilibré. La Chine exporte pour 50 milliards d'euros vers l'Italie qui ne vend que pour 16 milliards à la Chine. La présidente du Conseil Giorgia Meloni se rendra à Pékin avant la fin du mois de septembre.

■ **Ukraine :** Dans une intervention du 8 septembre sur son réseau X (ex-Twitter), Elon Musk, qui a permis aux Ukrainiens de rétablir leur réseau Internet après la destruction de leurs infrastructures par les Russes, a affirmé avoir refusé aux Ukrainiens, au début de la guerre, l'accès de son réseau de satellites SpaceX au-dessus de la Crimée, afin



ROMAN

Le pèlerinage

Il y a dix ans, Harold Fry avait traversé l'Angleterre à pieds pour visiter Queenie atteinte d'un cancer, faisant de ce voyage un temps de rencontres et d'amitiés. Aujourd'hui, c'est Maureen, son épouse, qui entreprend ce pèlerinage, en voiture et seule. Elle part visiter le jardin marin et ses sculptures en bois flotté que Queenie a laissés, un lieu devenu touristique. Avec beaucoup de finesse et de tendresse, Rachel Joyce nous entraîne dans ce nouveau périple. Maureen a un caractère difficile, elle peine à se faire des amis. Ce voyage est dur pour elle, physiquement et moralement. Chemin faisant, un souvenir douloureux du passé revient hanter son esprit. Pas sûr qu'à son retour à la maison, elle ait trouvé la paix intérieure tant espérée.

« Proust, roman familial », Laure « L'Étonnant Voyage de Maureen Fry », Rachel Joyce, XO éditions, 176 p., 18,90 €.

CINÉMA

Mauvaise pêche

Ce sont deux frères, l'un est scénariste, l'autre réalisateur. Le cinéma est une passion commune qui devrait se renforcer grâce au film qu'il monte

ensemble, un projet fou, imaginé pendant le premier confinement. Régis de Sá Moreira a choisi le roman choral pour mettre en scène leur création. Tour à tour, les personnages (acteurs, story-bordeuse, chef coiffeur...) interviennent pour expliquer leur rôle dans ce long métrage.

Les moyens manquent mais l'imagination, l'acharnement au travail et les relations humaines qui se tissent au fil des jours, pourraient faire de ce simple film un chef-d'œuvre à succès. Il faut toujours garder un brin d'enfance au fond de soi et croire en sa bonne étoile.

« Les grands enfants », Régis de Sá Moreira, Albin Michel, 218 p., 19,90 €.

PHILOSOPHIE

Contes, mythes et légendes

À quoi servent les contes ? Longtemps considérés comme une distraction pour enfants sans grand intérêt éducatif, ils sont devenus, comme l'écrit Fabrice Midal, « un trésor de l'humanité qui nous met en rapport avec une sagesse méritant d'être entendue ». Analysant quarante histoires mondialement connues (Hansel et Gretel, Thésée, Renart, Blanche-Neige...), le philo-

sophe montre comment ces récits constituent une aide pour affronter la violence du monde moderne et pour aider les enfants, peut-être même les adultes, à dépasser leurs craintes et leurs angoisses..

« Les princesses ont toujours raison », Fabrice Midal, Flammarion, 194 p., 19 €.

REVUE

Les livres font leur entrée

Voici le moment le plus attendu de l'année littéraire : celui de la rentrée, avec son lot de livres remarquables qui sont autant d'invitations à la rêverie et à la réflexion. Lire présente ses cinquante ouvrages préférés (Rushdie, Cyrułnik, Ferey...). Au sommaire également : le grand entretien avec Ivan Jablonka, l'univers de l'écrivain Éric Reinhardt, un dossier consacré à Marguerite Yourcenar, le portrait de Pierrick Bailly, des extraits de nouveautés...

« Rentrée littéraire », Lire magazine, septembre 2023, 8,90 €. En kiosque.

Catherine PAUCHET

d'empêcher des drones marins de détruire une grande partie de la flotte russe à Sébastopol. Cette histoire est racontée dans une biographie autorisée du milliardaire qui sort le 12 septembre. L'ancien président Dimitri Medvedev a salué cette « sagesse ». Elon Musk est l'auteur d'un « plan de paix » (3 octobre 2022) qui prévoyait la cession à la Russie des parties du territoire ukrainien qu'elle revendique (Crimée, républiques séparatistes...) et d'une réactualisation de la neutralité ukrainienne.

La Russie a organisé le 8 septembre des élections dans les Républiques annexées (Zaporijjia, Kherson, Donetsk et Louhansk) dont les résultats ont été, sans surprise, très favorables au parti du président Poutine.

■ **États-Unis** : Le groupe immobilier américain WeWork, qui est l'un des inventeurs du concept de bureaux partagés, et est passé sous contrôle du fonds japonais SofBank, a 2 milliards de dollars de dette et pourrait faire faillite.

■ **Tennis** : La joueuse américaine Coco Gauff, 19 ans, a remporté le grand chelem de l'US Open à New York, le 9 septembre, face à la Biélorusse Aryna Sabalenka, n° 2 mondiale.

■ **Basket** : L'Allemagne est devenue championne du monde en battant la Serbie (83-77) à Manille (Philippines) le 10 septembre.

Autos

Le salon de l'automobile de Munich a été inauguré le 5 septembre par le chancelier Olaf Scholz. Celui-ci a tenté de rassurer les constructeurs allemands, qui ont perdu la prééminence en Chine (un tiers du marché mondial) où leurs voitures haut de gamme sont désormais concurrencées par des véhicules électriques chinois*. La Chine a un énorme avantage compétitif pour les composants électroniques et le coût de la main-d'œuvre. Qui plus est, des modèles chinois sur les segments les plus économiques sont disponibles, alors que les constructeurs européens sont peu capables de fournir des véhicules électriques au prix d'un véhicule essence actuel.

L'Allemagne est par ailleurs confrontée à un vaste problème énergétique. Elle a arrêté définitivement ses centrales nucléaires, mais ne peut plus compter sur le gaz russe à cause de la guerre en Ukraine. Éoliennes et panneaux solaires montrent leurs limites et l'exploitation du lignite a été relancée avec un bilan carbone catastrophique.

La situation de la France automobile est-elle meilleure? Malgré la relance prévue de la construction de centrales nucléaires, les calculs les plus optimistes montrent qu'on ne pourra pas facilement fournir assez d'électricité pour un parc auto qui deviendrait presque entièrement électrique à partir des années 2050. Par ailleurs les taxes sur les carburants constituent une part importante des recettes publiques. En revanche le passage à l'électrique est pour l'instant très

largement subventionné, y compris pour des véhicules construits en Chine comme des Tesla ou des Dacia électriques. Alors que la France a une dette dépassant les trois mille milliards d'euros et que son commerce extérieur est chaque année déficitaire de plus de 50 milliards d'euros.

Les carburants de synthèse seront-ils la bouée de sauvetage pour l'industrie automobile occidentale? Produits sans pétrole et sur place, leur usage pollue en principe beaucoup moins. Porsche a déjà construit une usine pilote au Chili. Stellantis vient de publier les résultats d'une étude qui montre que 28 millions de véhicules roulant actuellement en Europe avec de l'essence seraient déjà adaptés aux carburants de synthèse. En France un « bureau des e-fuels » est censé coordonner la production nationale de méthanol de synthèse. Les compagnies aériennes sont d'ailleurs également disposées à utiliser le kérosène de synthèse que l'usine de Lacq (Pyrénées-Atlantiques) doit fournir dès 2027. Mais produire ces nouveaux carburants demande également beaucoup d'énergie électrique et des investissements industriels (24 sites de production sont prévus dans les différentes régions françaises) dont le coût de construction est estimé à 3,6 milliards d'euros.

Certains constructeurs automobiles, comme le Japonais Toyota ou le Coréen Hyundai misent encore beaucoup sur l'hydrogène, dont la production est tout aussi gourmande en énergie, sauf à pouvoir extraire de l'hydrogène naturel de nos sols... On l'a fait au Mali (à Bourakebougou) depuis 2011. La Lorraine regor-

gerait de cet « hydrogène blanc », mais à 3 000 m de profondeur tout de même... En fait, rien n'est joué et il n'est pas impossible que les jusqu'aboutistes, qui ont voté la fin des véhicules thermiques neufs en 2035 dans l'Union européenne, doivent manger leur chapeau, car le reste du monde n'a pas l'intention de les suivre, comme on l'a bien vu lors du dernier G 20 à New Delhi, alors qu'on découvre tous les jours de nouveaux gisements de pétrole.

Paul Chassard

* Cette concurrence des voitures électriques chinoises est considérée comme une bonne nouvelle par les équipementiers français qui ont des usines en Chine (Valeo, Plastic Omnium, Forvia) et qui, bien placés dans le domaine des coûteuses aides à la conduite, sont très sollicités par les constructeurs SAIC, BYD, Geely ou Nio, dont c'est d'ailleurs le principal argument compétitif face aux voitures non chinoises...

Poulets

Quoi de commun entre un poulet de Bresse ou de Loué, élevé en plein air par des agriculteurs français et la production industrielle du roi du poulet ukrainien, Yuriy Kosiuk, propriétaire du groupe MHP dont la fortune est estimée à 1,5 milliard de dollars selon le magazine Forbes? Rien, bien entendu. Sauf que les uns et les autres peuvent être consommés en France en raison de l'obsession libre-échangiste de l'Union européenne. Or leur qualité et leur coût de production sont évidemment bien différents. Ainsi donc « le roi du poulet ukrainien fait trembler le coq gaulois » comme titrait le quotidien Ouest-France fin juillet.

L'affaire est bien résumée dans l'hebdomadaire *Ma-*

rienne par le critique gastronomique Périco Légasse : « En exonérant de droits de douane les importations de gallinacés industriels en provenance d'Ukraine, Bruxelles porte un préjudice fatal à une filière avicole en difficulté, tandis que Paris refuse d'activer la clause de sauvegarde. » Cette clause de sauvegarde, c'est celle qui permet à un pays de l'UE d'estimer que l'importation d'un produit en provenance d'un État extérieur à l'Union risque de causer de graves préjudices à sa production nationale.

Cette situation s'inscrit dans un contexte général de hausse d'importation de poulets de 11,4 % en 2023 pour atteindre 755 000 tonnes selon la fédération des producteurs. Il faut dire que la consommation de poulet a atteint 1,53 million de tonnes en France l'an dernier soit une hausse de 4,7 %. Cela s'explique par son prix plus accessible, alors que l'inflation se poursuit, et par la progression du recours aux offres de restauration rapide dans notre pays. Notons au passage que des œufs sont aussi importés d'Ukraine.

L'accord des autorités de Bruxelles avec l'Ukraine date de 2014 mais ne concernait à l'époque qu'environ 40 000 tonnes de produits avicoles. Tout a changé avec l'invasion du territoire ukrainien par la Russie : les importations ont donc bondi de 180 % entre 2021 et 2022 soit de 15 000 à 25 000 tonnes entrant dans l'UE chaque mois, comme l'a expliqué le directeur de l'interprofession française de volaille de chair (Anvol) au magazine *Capital*.

Jérôme Besnard

Rugby

On dirait que les Français ont redécouvert les vertus de l'ovalie, qu'on a envie d'écrire avec une majuscule tant cela désigne une communauté, une culture, une civilisation, un monde. Le phénomène a évidemment éclaté avec ce score assez fabuleux de 27 à 13 contre les mythiques All Blacks de Nouvelle Zélande. Cela a permis à l'équipe de France d'entrer dans la compétition avec brio, malgré un démarrage laborieux.

En tout cas, quelle que soit la suite de la compétition – après tout, les All Blacks peuvent se ressaisir, les Bleus s'effondrer et d'autres nations surgir –, le pays vit pendant sept semaines au rythme de la coupe du monde et se retrouve autour et même dans le XV de France. On assiste au déploiement des drapeaux tricolores tandis que la Marseillaise et les chants basques emplissent stades, rues et bars – pour ne rien dire des lieux d'habitation. Cela ne sera pas sans conséquences, immédiates mais aussi plus profondes.

À ce sujet, il convient de s'interroger sur les sifflets dont a été largement l'objet le président de la République lors du match d'ouverture. Certes, cela peut constituer une réaction à l'inévitable tentative de récupération politique de quelqu'un en mal de popularité. Cela peut aussi signifier un durcissement de l'opposition à une politique de moins en moins partagée. Mais il faut surtout observer que le public du rugby ne coïncide pas avec ce que représente Emmanuel Macron, perçu comme

représentant une mondialisation ignorant les spécificités autant régionales que nationales.

On ne peut justement pas oublier les origines britanniques et même plus spécifiquement anglaises de cette discipline. Volontiers qualifiée de « sport de brutes joué par des gentlemen », au contraire du football « sport de gentlemen joué par des brutes », elle a réussi, malgré son aspect « grandes écoles », à transcender les classes sociales, ce qui explique sa popularité outre-Manche. Mais le rugby a ensuite pris un caractère aussi très français, y compris dans sa version à XIII.

Ce sport reste avant tout ancré dans le Sud-Ouest, avec ce que cela représente de culture rurale, y compris sous la forme de la terre que labourent les mêlées. Voilà pourquoi la cérémonie d'ouverture, qui a duré une vingtaine de minutes, a joué la carte de la France profonde autour de Jean Dujardin, casquette de Gavroche vissée sur la tête, marcel blanc et baguette sous le bras, accompagné de centaines d'artistes et de figurants. L'art de vivre à la française a été exalté avec des artisans, des chefs étoilés, des danseurs étoiles exprimant les talents de l'Hexagone.

Non seulement le public s'est trouvé gonflé à bloc, mais 9,5 millions de téléspectateurs – 56 % pour les 4-14 ans et 59 % pour les 15-34 – ont partagé cet enthousiasme. Sandrine Rousseau a évidemment tweeté : « J'ai honte. Notre France, ce n'est pas une série de clichés empilés » et Libération a stigmatisé « une France qui sent la naphthaline ».

Jean Étèveaux

Sénatoriales

Les sénateurs sont élus pour six ans, renouvelables par moitié tous les trois ans. Le 24 septembre, 170 sièges sont en jeu. Les « grands électeurs » sont essentiellement issus des conseils municipaux avec un mode de scrutin qui favorise les représentants des villes moyennes. Les élections sénatoriales dépendent donc des élections municipales précédentes. Celles-ci avaient vu une poussée des écologistes dans certaines métropoles (Lyon, Bordeaux...) mais, justement, cette fois-ci elles ne font pas partie des sièges à renouveler. Si bien que les observateurs politiques n'attendent aucune véritable surprise. Les départements concernés sont ceux dont le chiffre va de 37 (Indre-et-Loire) jusqu'à 66 (Pyrénées orientales), auxquels il faut ajouter l'île-de-France, l'Outre-Mer et les Français de l'étranger... Les Républicains et les centristes devraient conserver leur majorité, Gérard Larcher devrait être réélu président du Sénat, le parti du président Macron, l'extrême droite et l'extrême gauche resteront encore marginaux pour longtemps et, pour peser, communistes, écologistes et socialistes devront continuer à s'unir autant que possible.

Le Sénat est une institution surprenante, qui ralentit longtemps les évolutions politiques mais qui, pour justifier son existence souvent contestée (et les avantages invraisemblables dont bénéficient ses élus et ses personnels), tente de travailler sérieusement et le plus possible en harmonie avec les autres institutions. Ses

■ **Solidarité** : Les principaux organismes caritatifs ont lancé leur campagne annuelle d'appel aux dons en alertant sur l'augmentation des besoins de la population pauvre et la diminution des recettes. Les Restos du cœur se sont déclarés en déficit de 35 millions d'euros, la Croix rouge de 50 millions, etc. La famille Arnault a aussitôt versé un chèque de 10 millions d'euros au Restos du cœur, non sans susciter des polémiques sur les riches censés ne pas payer assez d'impôts. D'autres grands donateurs, comme l'équipe de France de Football ont également annoncé des dons exceptionnels.

■ **Laïcité** : Le 7 septembre, le juge des référés du Conseil d'État a rejeté la demande de l'association Action droits des musulmans de reporter l'application de la circulaire du 31 août qui interdit, dans les écoles publiques, le port de vêtements à connotation ostensiblement islamique : abaya pour les filles et qamis pour les garçons. Selon le ministre de l'Éducation, environ 300 élèves se sont présentés avec un tel vêtement le jour de la rentrée des classes, et environ 70 ont préféré retourner chez eux plutôt que de céder, mais il n'y a eu aucun incident majeur. À Clermont-Ferrand, le père d'une collégienne qui s'était vu refuser l'entrée de son établissement à cause du port de ce vêtement, aurait menacé le proviseur par téléphone et a été arrêté par la police.

■ **Vélo** : La marque Moustache Byke, dont l'usine d'assemblage est à Thaon-

les-Vosges, a décidé de rapatrier la fabrication des cadres de ses nouveaux vélos. Celle-ci sera désormais assurée par Les Fondries du Midi à Vitrolles (Bouches-du-Rhône) au lieu de venir de Chine.

■ **Transport ferroviaire** : Le ministre des Transports Clément Beaune a confirmé, le 7 septembre, qu'un « Pass rail » concernant toutes les populations et presque tous les transports ferrés (sauf le TGV) sera mis en place d'ici l'été prochain pour un prix autour de 50 euros. Pour l'instant le prix du « Pass » de transports en commun, tel le Navigo en Île-de-France, est supérieur à 80 euros et doit augmenter le 1^{er} janvier pour tenir compte de l'explosion des coûts de l'énergie et des investissements en cours...

■ **Rugby** : Le 8 septembre au Stade de France à Saint-Denis, devant près de 80 000 spectateurs, et jusqu'à 15 millions de téléspectateurs sur TF1, le XV de France a remporté le match d'ouverture de la Coupe du monde de rugby 2023 face aux All Blacks (27-13).

■ **Disparitions** : La romancière Frédérique Hébrard (*La demoiselle d'Avignon*) est morte le 7 septembre à 96 ans. Figure de la « deuxième gauche », historien du mouvement social, et éditorialiste réputé, Jacques Julliard est mort le 8 septembre à 90 ans.

(Suite de la page 5)

rapports, ses commissions d'enquête sont réputés d'un niveau infiniment supérieur à ce que peuvent produire l'Assemblée nationale ou

le Conseil économique et social, au point que les sénateurs débusquent parfois des scandales que la presse d'investigation idéologisée n'est plus en mesure de faire surgir...

Faute d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, le président de la République et son Premier ministre privilégient une collaboration avec le Sénat, non parce qu'ils y bénéficieraient d'un soutien politique solide, mais parce qu'il est plus facile de travailler avec des gens qui travaillent sérieusement. Il peut jouer sur le fait que les élus républicains du Sénat n'ont guère d'atomes crochus avec les élus républicains de l'Assemblée nationale, ce qui permet toutes sortes de jeux d'influence et de va-et-vient compliqués. Mais il ne faut pas s'étonner que cela n'intéresse guère les Français et ne contribue pas à revaloriser la légitimité de la République.

Frédéric Aimard

Prix

L'accord passé entre le gouvernement, les industriels et les grandes surfaces ne permettra pas une baisse importante des prix. C'est tout de même une bonne nouvelle. Alors que l'inflation flambe depuis deux ans, surtout pour les produits alimentaires, le ministre de l'Économie est parvenu à un accord, le 31 août, avec les représentants des industriels et des supermarchés.

Il a été conclu que les prix de 5 000 références en magasins ne connaîtront pas d'augmentation ou pourraient même baisser. Ce n'est pas un blocage des prix – Bruno Le Maire le

refuse par principe – mais une action de stabilisation. Celle-ci devra prendre force de loi et sera décidée dans le détail lors des négociations entre les industriels et les grandes surfaces, qui ont été avancées en septembre pour se terminer le 15 octobre.

Les consommateurs devraient constater les effets positifs de cette stabilisation au début de l'année prochaine mais l'optimisme gouvernemental doit être sérieusement nuancé. Même si l'on parvient à « casser l'inflation », selon les mots de Bruno Le Maire, les prix alimentaires ne retrouveront pas leur niveau de 2021.

Telle est l'opinion, discrètement affirmée, de divers milieux industriels et d'analystes proches du patronat. On explique que les cours du pétrole sont en train de remonter et que le prix du gaz naturel va demeurer élevé, de même que l'ensemble des prix agricoles. On fait également remarquer qu'il y a eu plusieurs augmentations du salaire minimum – indexé sur le taux d'inflation – et d'autres salaires en raison des difficultés de recrutement depuis la crise sanitaire. Tous ces facteurs pèsent sur les coûts et se repercutent dans les prix.

On concède enfin que de nombreux industriels ont augmenté leurs marges bien au-delà du nécessaire. Il est vrai que l'inflation par les profits explique pour une large part – entre 40 et 60 % selon les secteurs – le mouvement de hausse des prix. Or nul n'envisage une réduction de ces profits.

Même si elle se réduit dans certains domaines, l'inflation va continuer de ronger le pouvoir d'achat des Français.

Claudine Uzerche

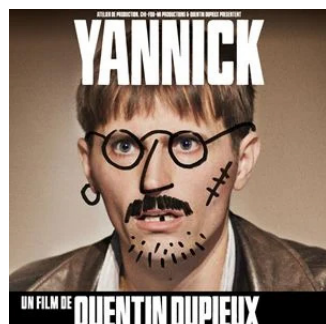
Budget de l'Agriculture

C'est le ministre Marc Fesneau (Modem) qui l'a annoncé à l'occasion d'un long entretien dans le *Journal du Dimanche* du 10 septembre : le budget du ministère de l'Agriculture va augmenter de près d'un milliard d'euros l'année prochaine afin, selon lui, d'« accélérer la planification écologique dans les secteurs de l'agriculture et de la forêt ». Ce budget dépassera ainsi les sept milliards d'euros.

Pour ce proche de François Bayrou, élu du Loir-et-Cher, « le dérèglement climatique est la principale menace pour notre souveraineté climatique ». Marc Fesneau impute le recul de notre autonomie alimentaire (qui n'est plus assurée qu'à hauteur de 80 %) aux politiques menées depuis trente ans qui ont débouché depuis quinze ans sur la baisse du revenu des agriculteurs. Quant aux méga-bassines contestées par les écologistes de gauche, il les défend sans nuances : « Elles sont une des réponses à nos besoins en eau. » De la même façon, dans cet entretien, le ministre de l'Agriculture fait volontiers la promotion de l'élevage qui « joue un rôle important dans l'entretien des prairies, de la biodiversité ou encore dans le débroussaillage ».

Jérôme Besnard

Cinéma

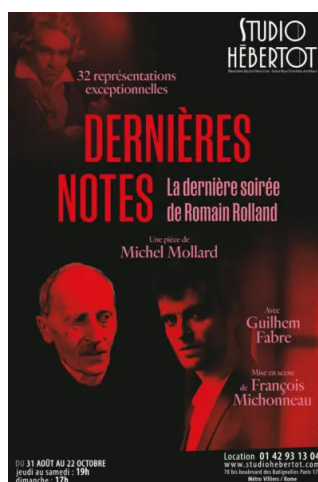


Que restera-t-il du cinéma français des années 2010-2020 dans cinquante ans ? Incontestablement Quentin Dupieux dont on peut voir en ce moment sur nos écrans *Yannick*, son dernier film. D'abord, parce qu'il est révélateur de notre époque, des questions qu'elle se pose et de son incapacité à y répondre autrement que par la violence ou des subterfuges qui ne contribuent qu'à repousser indéfiniment le problème. Ensuite, parce qu'il évite le piège du grotesque dans lequel tombent trop souvent les séries françaises (*Les Deschiens*, par exemple), où les classes sociales sont caricaturées à l'extrême, et les relations entre les personnages, superficielles. À l'inverse d'Étienne Chatiliez (*La vie est un long fleuve tranquille*), Dupieux aime ses personnages, et quand il les met en difficulté, c'est pour mieux en faire ressortir les fragilités, pas pour les accabler ou se moquer. Enfin, parce qu'il aborde des sujets rarement traités. Avec *Yannick* (le film), Dupieux rompt avec ce qui constitue les ressorts de sa filmographie (l'absurde ou le fantastique) pour s'attaquer au réel et lui faire rendre gorge. Yannick (le personnage principal magistralement interprété par Raphaël Quenard) interrompt la re-

présentation d'une pièce de théâtre à laquelle il assiste parce qu'il attendait qu'elle le divertît alors qu'elle ne fait que lui plomber le moral. C'est l'occasion pour le réalisateur d'opposer deux approches de la culture : l'une élitiste, qui cultive l'entre-soi, l'autre, qui s'adresse d'abord au spectateur pour le faire grandir.

Nicolas Palumbo

Théâtre



Sur la scène, un piano à queue, de ces pianos en bois ciré, qu'on trouve dans les salons des vieilles maisons. Sur un tapis, un grand fauteuil en cuir, une table basse recouverte de livres, une lampe. Tu vas être en retard, Masha. Nous sommes le 24 décembre 1944, Masha, la femme de Romain Rolland part assister à la messe de minuit à la basilique de Vézelay. « Tu ne m'en voudras pas de ne pas t'attendre. »

Sur un texte de Michel Mollard, mis en scène par François Michonneau, Guillaume Fabre nous fait assister à la dernière soirée de Romain Rolland. Plus tard, il montera se coucher, et ne quittera plus la chambre jusqu'à sa mort, six jours plus tard.

Dehors, il neige, il vente, les cloches sonnent. C'est une soirée presque comme une autre. Une soirée paisible, calme, qui invite aux souvenirs, à la réflexion. Un pêle-mêle où on croise Paul Claudel et la nostalgie d'une foi qu'il ne partage pas. Un courrier du préfet, vite déchiré. Un autre d'Aragon, mais Romain Rolland ne se renie pas. Et Stefan Zweig, Goethe, Péguy. La soirée d'un philosophe engagé.

On connaît Romain Rolland, prix Nobel de littérature 1915. On connaît ses positions politiques, sur la guerre. On se souvient moins qu'avant d'être connu comme romancier, il l'était comme historien de la musique, qu'il était un pianiste émérite. Il faut le talent de Guilhem Fabre, pianiste et comédien, premier prix du conservatoire, l'interpréter, pour que Romain Rolland nous emmène sur les traces de Beethoven, sur les deux notes, *sol do*, qui suffisent à contenir le monde. Pour que les idées qui viennent de s'envoler s'apaisent sur les notes de la *Sonate n° 32*, dont on connaît la difficulté technique et les caractéristiques visionnaires, sur le piano en bois ciré, l'inspiration est présente, profonde.

Quand la dernière soirée de Romain Rolland prend fin, les spectateurs applaudissent longuement Guilhem Fabre pour la pureté de son interprétation. Ils repartent, chacun sur son onde, musicale ou philosophique. Enchantés et convaincus par le spectacle auquel ils viennent d'assister. Un spectacle rare, de ces spectacles qui élèvent l'âme de leurs spectateurs.

Guillaume d'Azémar
de Fabrègues

Le retour du reliquaire de Tortebesse

Le dimanche 10 septembre dernier s'est déroulée, à Tortebesse, commune de 80 habitants du département du Puy-de-Dôme, un événement, certes modeste à l'échelle des grands sujets du moment, mais dont la singularité mérite qu'il soit relaté et médité.

Il y a un an, une commission en charge de l'art sacré découvre, enfoui dans un tiroir de la sacristie de la petite église consacré à la Nativité de Saint Jean-Baptiste, un cofret contenant des reliques du saint ainsi que de Saint-Blaise. Le reliquaire est en mauvais état mais les experts comprennent vite qu'il s'agit d'un joyau qui pourrait retrouver tout son éclat et aussi sa place dans un lieu plus enviable de l'église.

Cette relique n'était pas là par hasard car Tortebesse fut, de 1189 jusqu'à la Révolution française, le siège d'une commanderie des Hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, fondé un siècle plus tôt en Palestine par le Bienheureux Gérard sous la protection de saint Jean-Baptiste. L'église, dont les parties les plus anciennes datent de la même époque, possédait autrefois des tombes de commandeurs et une épée de chevalier. Seule subsiste, dans le cimetière, un monument aux armes de Raymond de Foudras de Coutenson, commandeur de 1661 à 1680, surmontée de la célèbre croix à huit pointes caractéristique de l'Ordre de Malte, nom communément donné à l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem depuis sa longue installation sur l'île de Malte en Méditerranée.



En accord avec la mairie et la paroisse, le reliquaire en argent qui ne laisse pas deviner par sa noirceur la qualité de son métal, est confié à un restaurateur de Lyon. À l'examen du poinçon, celui-ci confirme qu'il s'agit d'une pièce du XVII^e siècle exécutée par Antoine Neyrat, maître orfèvre renommé de Clermont-Ferrand.

Grâce à un financement de l'Association des amis de la cathédrale de Clermont-Ferrand, le reliquaire est restauré et c'est un objet méconnaissable qui est revenu à Tortebesse le 10 septembre.

Pour donner tout son sens à ce retour, il convenait que fût organisée une cérémonie à la hauteur de l'événement. En ces temps de laïcité sourcilleuse, la mairie avait tenu à préciser qu'il s'agirait d'une « *cérémonie officielle républicaine et chrétienne* ».

De fait, la manifestation a débuté à l'hôtel de ville où Madame le Maire a accueilli le vice-président de l'Asso-

ciation des amis de la cathédrale pour un exposé très complet sur l'histoire, replacée dans son contexte, du reliquaire et le restaurateur pour la présentation du travail effectué.

La cérémonie s'est poursuivie à l'église où Mgr François Kalist, archevêque de Clermont, a procédé, avec le curé de la paroisse, à la réinstallation des reliques dans le reliquaire et à la pose des scellés, les derniers en date remontant à 1809 quand l'évêque de l'époque, Mgr de Dampierre, avait voulu s'assurer de l'état des reliques à l'issue de la Révolution.

Dans son homélie, Mgr Kalist, manifestement très touché d'être là, a développé une véritable théologie des reliques. Ancien évêque de Limoges, dans une région très sensible au culte des saints, il a insisté sur le fait, qu'au-delà de la beauté et de la valeur des reliquaires, l'important réside dans les reliques elles-mêmes. Aux

esprits forts, selon son expression, qui n'ont pas de mal à douter de l'authenticité de certaines reliques, l'archevêque de Clermont a opposé, d'une part, la continuité du culte traduisant une fidélité transmise par la tradition orale et attestée par la pose régulière de scellés par l'autorité ecclésiastique et, d'autre part, la proximité permettant aux fidèles, en s'approchant des reliques, d'aller vers celui pour lesquels les saints ainsi vénérés ont consacré toute leur existence, le Christ Jésus, Sauveur du monde.

C'est effectivement pour cela que Saint Jean-Baptiste et Saint Blaise, protecteur des troupeaux, méritaient bien d'avoir un beau reliquaire brillant de mille feux, à l'image de leur apostolat étincelant et de leur vie donnée à conduire les âmes vers la Lumière.

Fabrice de Chanceuil

La Nation Française

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson
Siret 418 382 149 00015 Nanterre
N° TVA intracommunautaire
FR21418382149
ISSN 2967-2988
marque déposée à l'Inpi.
Imprimé par nos soins.

Abonnement :
1 an = 20 euros
à l'ordre de Spfc-Acip.
Paiement par carte bancaire :
<https://buy.stripe.com/2803e-q3Re7RSc3C000>